This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

con
274
22

1877

Digitized by Google

Econ 8074.22

HARVARD
COLLEGE
LIBRARY

Digitized by Google

ETUDE

DU

MOUVEMENT

DE LA POPULATION EN FRANCE

ET DE

L'INFLUENCE DES MESURES ÉCONOMIQUES

SUR SON ACCROISSEMENT

OU SA DIMINUTION

LILLE

IMPRIMERIE LELEUX, GRANDE PLACE, 8.

1877.

Digitized by Google

Econ 8074.22

HARVARD COLLEGE
Dec 20. 1938
LIBRARY

American Antiquarian Society

Digitized by Google

ÉTUDE

DU

MOUVEMENT DE LA POPULATION

en France et de

L'INFLUENCE DES MESURES ÉCONOMIQUES

SUR SON ACCROISSEMENT OU SA DIMINUTION.

PREMIÈRE PARTIE

S'il est une cause qui influe sur la population d'un pays, il faut la rechercher dans les institutions sociales et sutout dans les mesures économiques qui doivent en protéger les intérêts. C'est ce que nous allons essayer.

La population de la France était, en 1870, de		38,582,670
Elle a dû céder à l'Allemagne, avec l'Alsace et la Lorraine	1,597,228	
L'excédant des décès sur les naissances, pendant les années 1870-1871, a été de	548,247	2,145,475
Il devait donc lui rester, en 1872, . . .		36,437,195
Comme le recensement fait en 1872 n'a plus constaté que		36,102,921
Il s'est trouvé un déficit de		334,274

qu'on ne peut expliquer que par le départ des étrangers fixés en France, l'exil des insurgés de la Commune et l'émigration des Français à l'étranger, ce qui est assez rare.

Cette grande diminution de notre population a attiré

Digitized by Google

l'attention de la presse et de beaucoup d'économistes, sans faire surgir aucun remède pratique pour l'éviter.

Les années 1872, 1873, 1874, 1875 ont amené un excédant de 561,000 naissances sur les décès. On fait un recensement actuellement qui indiquera la population de la France à la fin de 1876.

Il serait à désirer que l'état des décès et naissances fût publié plus vite et plus souvent. Le chiffre de notre commerce extérieur, de la rentrée des impôts, les bilans de nos principaux établissements de crédit sont connus tous les mois; celui de la Banque de France, et les recettes des chemins de fer paraissent à l'*Officiel* toutes les semaines, et nous restons plusieurs années dans l'ignorance la plus absolue du mouvement de la population, qui cependant a une importance aussi grande que tout le reste.

On fît un dénombrement de la France sous Charles IX et on y trouva alors 20 millions d'habitants.

Henri IV y ajouta le Périgord, le Limousin, la Gascogne, le Béarn, la Navarre Française, le comté de Foix et de Vendôme en 1591, la Brêsse et le Bugey en 1601.

Sous Louis XIII, on annexa le comté d'Auvergne (1615), sous la régence d'Anne d'Autriche, l'Alsace moins Strasbourg, l'Artois et le Roussillon en 1648.

Louis XIV récolta le fruit des sages mesures économiques de Henri IV, de Sully et de Richelieu ; la première partie de son règne fut prospère. Il acheta Dunkerque au roi d'Angleterre (1662), et conquit sur l'Espagne, la Flandre française, la Franche-Comté, le Cambrésis, le Hainaut français (traité d'Aix-la-Chapelle 1668, de Nimègue 1678), et il confisqua Strasbourg en 1681.

Turenne et Condé commandèrent ses armées dès leur jeunesse : le premier fut maréchal de France à 32 ans, le second à 22.

Malgré ses victoires et les annexions, la France se dépeupla vers la fin du 17e siècle.

La révocation de l'Edit de Nantes provoqua l'exil des principaux industriels et négociants du royaume, et par

Digitized by Google

suite la confiscation ou l'émigration, dans des pays plus hospitaliers et plus politiques, des nombreuses industries et du commerce qui faisaient la véritable richesse du pays.

Voici comment s'exprime Montesquieu en faisant allusion à cette mesure funeste :

« Tu sais, Mirza, que quelques ministres de Cha-Soliman avaient formé le dessein d'obliger tous les Arméniens de Perse de quitter le royaume ou de se faire Mahométants, dans la pensée que notre empire serait toujours pollué tandis qu'il garderait dans son sein ces infidèles. C'était fait de la grandeur persane, si, dans cette occasion, l'aveugle dévotion avait été écoutée.

» On ne sait comment la chose manqua ; ni ceux qui firent la proposition, ni ceux qui la rejetèrent n'en connûrent les conséquences. Le hasard fit ~~l'objet~~ de la politique et de la raison, et sauva l'empire d'un péril plus grand que celui qu'il aurait pu courir de la perte de trois batailles et de la prise de deux villes.

» En proscrivant les Arméniens, on pensa détruire en un seul jour tous les négociants et presque tous les artisans du royaume. Je suis sûr que le grand Cha-Abbas aurait mieux aimé se faire couper les deux bras que de signer un ordre pareil, et qu'en envoyant au Mogol et aux autres rois des Indes ses sujets les plus industrieux, il aurait cru leur donner la moitié de ses Etats.

» Les persécutions que les Mahométans zélés ont faites aux Guêbes, — les ont obligés de passer en foule dans les Indes et ont privé la Perse de cette laborieuse nation qui, seule, par son travail, etait en état de vaincre la stérilite de nos terres.

» Il ne restait à la dévotion qu'un second coup à faire, c'était de ruiner l'industrie, moyennant quoi l'empire tombait de lui-même et avec lui, par une suite nécessaire, cette même religion qu'on voudrait rendre si florissante. »

L'exploitation des impôts par les fermiers généraux

Digitized by Google

causa une misère profonde dans les provinces, tandis que le luxe de la cour y attirait la noblesse, qui pressurait ses vassaux et ruinait l'agriculture et ses fermiers par l'absenthéïsme.

Un dénombrement, fait par Vauban en 1694, constata 19,064,000 habitants, ce qui était plus d'un cinquième de diminution depuis Charles IX, en tenant compte des annexions.

La misère était tellement grande, qu'on pensait le pays beaucoup plus dépeuplé. Le savant Voscius estimait la population de la France à cinq millions d'habitants seulement.

L'illustre Vauban donne la cause de ce dépeuplement dans la dîme royale où il se plaint amèrement de l'injustice et des formes oppressives de l'impôt.

« On peut espérer, dit-il, que la dîme royale pourra réparer tout cela en moins de quinze ans et remettre le royaume dans une abondance parfaite d'hommes et de biens, car, quand les peuples ne seront plus aussi oppressés, ils se marieront plus hardiment, ils se vêtiront et se nourriront mieux, leurs enfants seront plus robustes et mieux élevés; ils prendront plus de soins de leurs affaires, enfin ils travailleront avec plus de force et de courage quand ils sauront que la principale partie de leur travail leur demeurera.

» Il est constant que la grandeur des rois se mesure par le nombre de leurs sujets; c'est en quoi consiste leur bien, leur bonheur, leur richesse, leur fortune et toute la considération qu'ils ont dans le monde. On ne saurait donc rien faire de mieux, pour leur service et pour leur gloire, que de leur remettre souvent cette maxime devant les yeux, car, puisque c'est en cela que consiste tout leur bonheur. ils ne sauraient trop se donner de soins pour la conservation et l'augmentation de ce peuple qui doit leur être si cher. »

Digitized by Google

L'accroissement de la population fut très-lent pendant la première partie du XVIIIe siècle; de 19,668,320 habitants en 1700, on n'arrive qu'à 21,769,183 en 1762, ce qui ne fait qu'un progrès annuel de 0,15 o|o.

La situation malheureuse du peuple est peinte dans les lignes suivantes de Jean-Jacques Rousseau :

« Un jour, entre autres, m'étant à dessein détourné pour voir de près un lieu qui me parut admirable, je m'y plus si fort et j'y fis tant de tours que je m'y perdis enfin tout-à-fait. Après plusieurs heures de course inutile, las et mourant de soif et de faim, j'entrai chez un paysan dont la maison n'avait pas bonne apparence, mais c'était la seule que je visse aux environs. Je croyais que c'était comme à Genève ou en Suisse, où tous les habitants à leur aise sont en état d'exercer l'hospitalité. Je priai celui-ci de me donner à dîner en payant. Il m'offrit du lait écrémé et du gros pain d'orge, en me disant que c'étoit tout ce qu'il avoit. Je buvais ce lait avec délices, et je mangeais ce pain, paille et tout, mais cela n'était pas fort restaurant pour un homme épuisé de fatigue. Ce paysan qui m'examinait jugea de la vérité de mon histoire par celle de mon appetit. Tout de suite, après avoir dit qu'il voyoit bien que j'étois un bon, jeune et honnête garçon, qui n'étoit pas là pour le vendre, il ouvrit une petite trappe à côté de sa cuisine, descendit, et revint un moment après avec un bon pain bis de pur froment, un jambon très appétissant quoique entamé, et une bouteille de vin dont l'aspect me réjouit le cœur plus que tout le reste ; on joignit à cela une omelette assez épaisse, et je fis un dîner tel, qu'autre qu'un piéton n'en connut jamais. Quand ce vint à payer, voilà son inquiétude et ses craintes qui le reprennent, il ne voulait point de mon argent, il le repoussoit avec un trouble extraordinaire, et ce qu'il y avoit de plaisant étoit que je ne pouvois imaginer de quoi il avoit peur Enfin il prononça en frémissant ces mots terribles de commis et de rats-de-cave. — Il me fit entendre qu'il cachoit

Digitized by Google

son vin à cause des aides, qu'il cachoit son pain à cause de la taille, et qu'il seroit un homme perdu si l'on pouvoit se douter qu'il ne mourut pas de faim. Tout ce qu'il me dit à ce sujet, et dont je n'avois pas la moindre idée, me fit une impression qui ne s'effacera jamais. Ce fut là le germe de cette haine inextinguible qui se développa depuis dans mon cœur contre les vexations qu'éprouve le malheureux peuple et contre ses oppresseurs. Cet homme, quoique aisé, n'osoit manger le pain qu'il avoit gagné à la sueur de son front, et ne pouvoit éviter sa ruine qu'en montrant la même misère qui regnait autour de lui. Je sortis de sa maison aussi indigné qu'attendri, et déplorant le sort de ces belles contrées à qui la nature n'a prodigué ses dons que pour en faire la proie des barbares publicains. »

La Lorraine fût annexée à la France en 1766 et la Corse en 1768. En 1790, on trouve 25,065,000 habitants; c'est un progrès triple de celui de la période précédente, en dehors des augmentations de territoire.

Turgot fit rendre, en 1776, un édit qui abolit les corvées, les jurandes, les droits de circulation sur les grains; c'est à cette cause qu'il faut attribuer l'augmentation plus rapide de notre population.

La moyenne annuelle des naissances, de 1780 à 1790, était de 964,000, avec une population de 23,000,000 d'âmes; elle n'était plus que de 924,000, avec 37.000,000, de 1860 à 1870. Jefferson, qui résida en France avec Franklin, au commencement de l'Indépendance américaine, conserva un souvenir très agréable du séjour qu'il y fît. Il disait de notre pays : chacun a deux patries, la sienne et la France.

Cependant, une lettre qu'il écrivit au général Washington, le 14 novembre 1786, exprime la même pensée que Rousseau dans le passage déjà cité:

« Pour apprécier la masse de maux qui découlent de cette source fatale, « *l'aristocratie,* » il faut résider en

Digitized by Google

France, il faut voir le sol le plus beau, le meilleur climat, l'état le plus compact, le caractère le plus bienveillant, en un mot la réunion de tous les avantages naturels insuffisants pour empêcher ce fléau de l'aristocratie de mettre les plus forts impôts sur le travail et la misère et rendre la vie un supplice pour les 85 centièmes des habitants de ce pays. »

La révolution de 1789 amena la suppression des impôt-indirects, de la gabelle, des octrois, des douanes intérieu, res, de la dîme, des droits d'aubaine, des droits féodauxs etc. Elle fut dirigée par des hommes jeunes. Ses principaux généraux commandèrent en chef, Hoche à 24 ans, Napoléon à 26, Pichegru à 32, Moreau à 33, et battirent l'Europe coalisée.

Jamais la population de la France n'augmenta aussi vîte que sous la République. En 1806 il y avait 29,117,435 habitants, et les annexions s'étaient bornées au Comtât-Venaissin (1790), à la principauté de Montbéliard (1793) et à la république de Mulhouse (1798).

C'est une progression de plus de 241,000 annuellement, malgré la guerre civile, la guerre extérieure, la famine et l'émigration, tant il est vrai que tous ces fléaux réunis sont moins redoutables que des lois oppressives.

Dès 1799, la réaction commença. Le directoire, le consulat et l'empire s'attachèrent à détruire l'œuvre de la révolution. Les impôts indirects. la gabelle, les octrois, les droits réunis, le blocus continental. etc., vinrent tour à tour diminuer les moyens d'existence et mettre obstacle à l'accroissement de la population, qui n'augmenta plus que de 68,632 en moyenne annuelle, jusqu'en 1820; ce progrès n'est guère plus que du quart de ce qu'il avait été dans la période précédente. Une guerre longue, destructive et qui ferma presque toute communication extérieure, des contributions énormes, des privilèges désastreux, des opérations de commerce faites par le gouvernement lui-même, des tarifs de douane arbitrairement changés, des confisca-

Digitized by Google

tions, des destructions, des vexations, et en général un système d'administration avide, hostile envers les citoyens, avaient rendu toutes les spéculations industrielles pénibles, hasardeuses, ruineuses.

De 1820 à 1830, la population de la France a augmenté de 2,107,350 habitants ou de 0.69 pour cent annuellement, ce qui est trois fois plus que sous l'empire.

Le calme dont on a joui après des temps si troublés, les progrès de l'agriculture qui ont augmenté la production du blé de 44,347,000 d'hectolitres en 1820, à 64,285,521 en 1829, donnent une explication de ce résultat relativement favorable.

Depuis lors, le progrès de la population en France s'est ralenti d'une manière continue.

1830	32,569,223	accroissement moyen annuel.
1841	34,230,170	0.50 pour cent.
1851	35,383,040	0.40 »
1861	37,386,025	0.25 »
1871	36,112,921	0.06 »

Cela contraste avec l'accroissement du reste de l'Europe qui s'est accéléré, et surtout avec l'augmentation de la fortune publique, qui a triplé dans l'intervalle.

On a même attribué la stagnation relative de la population en France à l'augmentation de richesses.

La cause en réside plutôt dans une circonspection exagérée, dans un manque d'initiative et surtout dans les obstacles que les impôts indirects et sur la circulation, mettent aux entreprises agricoles, industrielles et commerciales.

La population de l'Europe a doublé depuis le commencement du siècle. De 160 millions environ en 1800, elle atteint 320 millions en 1876.

La France avait 27,349,003 habitants, en 1801, elle n'en a pas 37 millions actuellement.

Si elle avait progresse comme la moyenne de l'Europe,

Digitized by Google

elle en aurait 55 millions comme la Turquie ou la Grèce, qui sont les moins favorisées, 43 millions comme l'Allemagne 62 millions, comme l'Angleterre 72 millions, et comme la Russie ou l'Ecosse 82 millions.

Cette situation rompt l'équilibre qui maintenait l'autonomie des différentes nations qui se partagent l'Europe et amènera infailliblement des changements dans les divisions de territoire.

L'accroissement annuel publié dans la statistique comparée de la France avec les divers pays d'Europe, de M. Maurice Block, serait, avec la période de doublement qui y correspond :

			Doublement.	
Russie d'Europe.	1,39	pour cent	50 ans	
Ecosse	1,31		50	
Suède	1,30		53	1/2
Norwège . . .	1,30		53	1/2
Angleterre. . .	1,29		54	
Prusse	1,13		61	1/2
Saxe	1,10		63	
Danemarck . .	1,09		64	
Hongrie . . .	1,09		64	
Wurtemberg . .	1,04		67	
Pays-Bas . . .	1,01		69	
Espagne . . .	0,89		78	
Belgique . . .	0,83		84	
Bavière. . . .	0,71		98	
Italie	0,70		99	
Autriche . . .	0,57		122	
Grèce	0,53		131	
France	0,35		198	

Ces chiffres sont calculés sur les dénombrements de 1820 à 1870, et sont supérieurs à l'ensemble depuis le commencement de notre siècle, dont la première partie a été troublée par les guerres de l'empire français; et les grands pro-

Digitized by Google

grès agricoles, industriels et commerciaux qui ont amené ce développement, ne datent que de 40 ans environ.

Le nombre de naissances par 100 habitants serait, d'après la même source :

Pour la Russie de	5,07
Hongrie . . .	4,15
Wurtemberg . .	4,08
Espagne . . .	3,96
Prusse.	3,82
Autriche . . .	3,82
Italie	3,76
Angleterre. . .	3,56
Pays-Bas . . .	3,55
Ecosse	3,53
Suède	3,27
Belgique . . .	2,23
Norwège . . .	3,13
Danemark. . .	3,11
Grèce	2,89
Irlande	2,62
France	2,50

La France est toujours au dernier rang, soit pour le nombre des naissances ou le progrès de la population, ou le nombre d'enfants par mariage.

Nombre de naissances annuelles en France pour cent habitants par périodes décennales :

1790 à	1801	3,33
	1806	3,14
	1821	3,07
	1831	3,03
	1841	2,82
	1861	2,68
	1870	2,55
	1871	2,26

Digitized by Google

La moyenne des naissances, relativement au nombre des habitants n'est, en France, que moitié de celle de la Russie, et les 2[3 de celle de toute l'Europe.

La proportion des naissances légitimes par mariage est à peu près la même ; elle est de 4 o[o pour l'Europe entière et de 2.86 pour cent pour la France. Au commencement du siècle, elle était en France supérieure à la moyenne générale :

France	1801 .	4,30	p. %
	1810 .	4,10	
	1820 .	4,02	
	1830 .	3,73	
	1840 .	3,20	
	1860 .	3,14	
	1871 .	2,86	
Italie . . .		4,79	
Grèce . . .		4,73	
Russie . . .		4,72	
Espagne. . .		4,52	
Ecosse . . .		4,51	
Wurtemberg .		4,35	
Hongrie . .		4,31	
Suède . . .		4,30	
Norwège . .		4,29	moyenne 4 %
Pays-Bas. . .		4,12	
Prusse . . .		4,11	
Irlande . . .		4,02	
Angleterre . .		3,95	
Belgique. . .		3,93	
Autriche . .		3,92	
Saxe. . . .		3,85	
Danemark . .		3,73	
Bavière. . .		3,29	
France . . .		2,85	

Le changement qui s'est opéré dans les mœurs, en

Digitized by Google

France, fait que le nombre des mariages a augmenté d'un tiers, et ne produit plus qu'un nombre de naissances moindre.

Les agglomérations urbaines se sont beaucoup développées; la population totale des communes de 3000 âmes était en :

1830	de	8,239,227
1846		10,089,170
1856		11,624,412

Le bureau de statistique ayant changé ses cadres depuis, la comparaison n'a plus été possible; mais le dénombrement qui se fait actuellement démontrera que les centres de population continuent à s'accroître et que les campagnes se dépeuplent.

Les départements qui ont le plus gagné sont :

Seine	630,000	1811.	2,400,000	1876
Seine-Inférieure .	304,000		790,000	1872
Rhône	340,000		670,000	»
Nord	839,000		1,447,000	»
Allier	260,000		390,000	»
Loire-Inférieure .	407,000		602,000	»

Ceux qui ont perdu le plus sont :

«Seine-et-Marne .	430,000		341,000	1872
«Seine-et-Oise . .	642,000	533 1866	580,000	»
«Tarn-et-Garonne	230,000		221,000	»
«Eure	421,000		378,000	»
«Cantal	251,000		232,000	»
«Lozère	143,000		135,000	»

Généralement, les départements les plus pauvres et les moins denses tendent à se dépeupler. Ceux de Seine-et-Marne et Seine-et-Oise sont sans doute affectés par les attractions et le voisinage de la capitale; encore ce dernier a-t-il

Digitized by Google

éprouvé une grande amélioration depuis que le gouvernement est établi à Versailles.

La proportion des naissances à la population varie presque de moitié de département à autre, ou même de commune à autre, dans le même département.

En 1872, le Nord a eu 3,09 naissances par 100 habitants, la Corrèze 2,96, la Corse 2,90, le Gers, le Lot-et-Garonne et l'Aube 1,65, la Haute-Garonne et Seine-et-Oise 1,67. Il y a des parties du territoire français qui s'éteignent, et des départements entiers qui n'atteignent pas au tiers de la natalité russe.

A Sainghin-en-Weppes, commune du département du Nord, dont la population moyenne a été de 2,207 de 1850 à 1872, il y a eu 1840 naissances dans le même intervalle, soit une sur 25.07 habitants annuellement, environ la moyenne de l'Europe.

A Recques, Pas-de-Calais, sur une population moyenne de 426 habilants, il n'y a eu que 213 naissances dans la même période, soit une naissance annuelle sur 45,36, ce qui est encore bien supérieur à beaucoup de nos provinces.

Malthus, dans son remarquable travail sur la population, cite deux villages de la Suisse, situés dans des conditions de salubrité à peu près analogues, et n'ayant d'autre industrie apparente que l'agriculture: Saint-Cergue, dans le canton de Vaud, et Leyzin, dans celui de Neuchatel, sur la route de Lyon. Le premier, avec 408 habitants, et le second avec 175, avaient eu, pendant deux siècles, le même nombre moyen de naissances. Il en donne l'explication, par ce fait, que le village de Leyzin trouvait en France un débouché pour l'excès de sa population, au-delà des ressources que le sol même pouvait lui fournir.

«Le partage forcé, sans la liberté de tester, l'extrême division de la propriété rurale, sont considérés par certains économistes comme une des principales causes du *statu quo* de la population; sans en contester les effets, on peut être assuré qu'elle agit moins que les droits qui paralysent la circulation et rendent impossibles beaucoup d'entreprises

Digitized by Google

qui pourraient fournir les moyens d'existence à un plus grand nombre. »

Lancez une guinée, a dit Robert-Peel, par toutes les mains où elle passe, elle laisse un bénéfice, et au bout de son chemin elle vaut encore une guinée ; enfouissez un trésor, ce trésor fera l'effet d'une pierre.

L'Angleterre est un exemple de l'influence des réformes fiscales sur la population. Depuis le *repeal des corn laws*, elle a toujours diminué les droits de circulation, d'accise et de douane ; le premier juin 1869, elle a supprimé toute espèce de droits sur les matières alimentaires, et en dernier lieu sur le sucre.

Sa population était	en 1866	de 30,076.012	habitants
»	en 1870	31,205,344	»
»	eu 1876	33,450,000	»

La Belgique, en suivant la même voie, a obtenu des résultats analogues.

De 1836 à 1866, les institutions y étaient les mêmes qu'en France; l'accroissement de population y fût, pendant cette période, de 0,47 pour cent l'an, et en France de 0.44 pour cent. De 1866 à 1875, l'accroissement s'est élevé jusqu'à 1,21 pour cent en Belgique, tandis que la France a éprouvé une légère diminution dans le même intervalle.

Depuis dix ans, la Belgique a supprimé les droits d'entrée sur les matières alimentaires, abaissé les barrières intérieures, aboli les octrois, diminué les frais de circulation sur les chemins de fer, ports et canaux, les tarifs de la poste et du télégraphe, facilité la liquidation des comptes en imposant à la Banque nationale le virement gratuit entre toutes les succursales, ainsi qu'il se pratique en Italie; elle a diminué les droits d'accise, les impôts indirects et supprimé toute espèce d'entraves fiscales à l'association des hommes et des capitaux. En France, on a suivi une politique tout-à-fait opposée, en aggravant les droits et les obstacles à la circulation.

Digitized by Google

La Belgique est le pays d'Europe le plus peuplé relativement à l'étendue; il semblerait que cela dût être un obstacle à un plus grand accroissement, et cependant il a été aussi rapide, depuis dix ans, que dans les pays les plus favorisés.

Densité comparée des différentes nations de l'Europe en 1874 :

Belgique. . . .	183		habitants par kilom. carré.
Saxe	162		»
Italie	101		»
Pays-Bas. . . .	111		»
Grande-Bretagne .	104		»
Wurtemberg . . .	93		»
Allemagne . . .	80		»
France.	69	1/2	»
Suisse.	69	1/2	»
Bavière	69	1/2	»
Autriche. . . .	58		»
Portugal. . . .	42		»
Espagne	31		»
Turquie d'Europe .	29	1/2	»
Grèce	23		»
Russie	12		»
Suède et Norwége.	7		»

Ce tableau montre notre infériorité relativement aux nations qui nous entourent. Si la Suisse et la Bavière n'ont pas plus de population spécifique que la France, il faut tenir compte de l'orographie du territoire qui y est couvert de lacs, de montagnes, de forêts. Les départements français d'un territoire équivalent n'ont pas plus de 40 habitants, en moyenne, par kilomètre carré.

La péninsule Ibérique est, il est vrai, moitié moins peuplée que la France ; autrefois, elle l'était beaucoup plus, mais elle a souffert dans le cours du XVIe siècle une dégénérescence vers laquelle nous semblons nous acheminer.

Digitized by Google

Sous Charles-Quint, la monarchie espagnole était la puissance prépondérante.

Souveraine des Pays-Bas, des Flandres, de l'Artois, du Hainaut, de la Franche-Comté. du Roussillon, elle venait de conquérir le Mexique et le Pérou; elle avait à la fois les provinces les plus peuplées d'Europe et tous les trésors du nouveau monde.

Les persécutions dont le commerce et l'industrie furent victimes ont beaucoup d'analogie avec notre système fiscal. On brûlait alors les gens pour s'emparer de leurs biens; aujourd'hui, des agents irresponsables, stimulés par un zèle aveugle, poursuivent le malheureux contribuable au nom du fisc, sous les plus spécieux prétextes. On accordait la préférence aux métaux précieux, comme on le fait aujourd'hui, sur les produits du sol. L'esprit d'intolérance, qui fit expulser les juifs et les maures, fît disparaître la partie la plus laborieuse de la nation. Une suite de mesures oppressives et inintelligentes, qui ressemblent beaucoup à celles qui ont été adoptées en France depuis peu, firent perdre à l'Espagne successivement le Portugal, ses riches provinces d'Europe et du Nouveau-Monde; il ne lui resta, à l'avènement de Philippe V, en 1700, que six millions d'habitants, sans trésor, sans armée et sans marine.

Il ne faut souvent qu'une découverte, qu'une industrie nouvelle, qu'une culture plus facile, pour fournir les moyens de subsistance à un beaucoup plus grand nombre, pour amener un changement dans les mœurs et accroître la population.

L'Irlande en est un exemple : la pomme de terre, originaire d'Amérique, importée en Angleterre par William Raleigh vers 1600, y fût cultivée en grand seulement à partir du XVIIIe siècle, et ne fût introduite en France, par Parmentier, qu'un siècle après.

Les Irlandais trouvèrent, dans cette culture, qui peut fournir plus d'aliments à superficie égale que celle du blé, les moyens de multiplier d'une manière beaucoup plus rapide ; la population s'y accrut de :

Digitized by Google

1,100,000	en	1672
2,099,000		1712
2,845,932		1746
5,395,446		1805
6,801,827		1821
7.764,401		1831
8,175,000		1841

Mais toutes choses ont leur revers dans ce monde : si la culture de la pomme de terre produit plus que celle du froment, elle est beaucoup plus précaire ; dès 1846, une maladie se déclara dans le tubercule. L'Irlande, qui n'avait pas d'industrie ni de commerce proportionnés à une telle augmentation de population, la perdit aussi rapidement qu'elle l'avait vu croître. Le recensement de 1851 ne trouva plus que 6,653,337 âmes, et celui de 1871, 5,402,759, et les mœurs se sont conformées à la nécessité. La population de l'Irlande est depuis restée stationnaire, et comme celle de la France réduite aux deux tiers de la natalité moyenne de l'Europe.

Outre notre faible fécondité, nous avons une plus grande proportion de morts-nés que dans les autres pays. Dès 1840, la statistique a démontré qu'il n'y avait pas moins de 4,40 morts-nés sur 100 naissances, quand cette proportion n'était que de 1,07 au Piémont. Et telle est l'influence de l'illégitimité, beaucoup plus fréquente dans les villes comme on le sait, que tandis qu'il y a 310 morts sur dix mille naissances à la campagne, il y en a 534 dans les villes.

Cette fréquence n'a cessé d'augmenter, comme le constate chaque recensement, et, si le rapport des morts-nés légitimes n'a pas varié depuis 1865, celui des morts-nés illégitimes s'est accru considérablement. M. le docteur Maurin a vérifié dernièrement que, sur 397 naissances illégitimes enregistrées à Marseille dans les six premiers mois de 1875, il y avait 76 morts-nés, c'est-à-dire la proportion effrayante du cinquième environ.

Digitized by Google

	Morts-nés en France.		
1851	3,91	pour	100 naissances.
1856	4,30		»
1861	4,41		»
1868	4,50		»
1871	4,65		»
1873	4,70		»

La durée probable de la vie à la naissance est moindre en France que dans les autres pays d'Europe, la Bavière seule exceptée, par suite de la grande proportion de naissances illégitimes qui y est de 21,50 pour cent, contre 7.58 en France, et environ 8 en Europe. Les obstacles que la législation apportait aux mariages dans quelques Etats de l'Allemagne, en est la cause. La misère, le manque de soins et la honte qui accompagnent généralement l'illégimité, comme on le comprend, lui font perdre beaucoup plus d'enfants en bas-âge.

Durée probable de la vie aux âges ci-après :

Ages.	Suède.	Angleterre.	Belgique.	Hollande.	France.	Bavière.
A la naissance	51	45	42	34	32	27
5 ans	56	55	53	53	51	53
10 »	53	51	50	50	48	50
15 »	48	47	46	46	44	45
20 »	43	43	43	42	41	41
25 »	39	39	39	38	38	38
30 »	35	35	35	34	34	34
35 »	31	31	31	30	30	29
40 »	27	27	27	26	26	26
50 »	19	20	20	19	19	18
60 »	13	13	13	12	13	12
70 »	7	8	7	7	7	7
80 »	4	4	4	3	3	4

Le tableau ci-après de la vie, en France, semblerait indiquer que c'est plutôt la misère que l'aisance qui arrête

Digitized by Google

l'accroissement de notre population. L'opulence a beau s'etaler dans les grands centres c'est l'état de malaise des des 85 centièmes de la population qui l'empêchent de se développer, ce qui justifie le dire de Jefferson et que justifierait mieux encore un état comparatif des salaires en France et dans les autres pays d'Europe.

LA MOYENNE DE LA VIE EN FRANCE.

On a pris pour terme de comparaison les deux extrêmes de l'échelle sociale.

Sur 1,000 individus riches et 1,000 individus pauvres, existent encore :

à l'âge de	Riches	Pauvres
5 ans	943	654
10	938	698
15	911	684
20	886	566
25	862	543
30	796	527
35	753	486
40	693	446
45	624	396
50	567	338
55	464	283
60	398	226
65	318	172
70	235	117
75	139	66
80	57	21
85	29	9
90	14	4
95	1	1
100	1	0

De ce tableau résulte cette conséquence : que les chances de vie et de longivité sont deux fois plus considérables pour le riche que pour le pauvre, puisque, à 70 ans

Digitized by Google

des deux nombres primitifs égaux, il reste deux fois plus de riches que de pauvres ; qu'il en reste trois fois plus à 85 ans. L'âge moyen des premiers s'est élevé à 50 ans, celui des seconds à 32 ans.

Par suite de notre faible natalité, du grand nombre de morts-nés et d'enfants qui meurent en bas-âge, la population de la France est en moyenne plus vieille que celle des autres pays, sans qu'on y vive plus longtemps. Sur 10,000 habitants, il y en a 7,040 au-dessous de 30 ans, aux Etats-Unis, et seulement 5,246 en France ; 2,940 au-dessus aux Etats-Unis et 4,754 en France.

L'âge moyen de la population, en France, est d'environ 30 ans, contre 26 dans le reste de l'Europe et 24 aux Etats-Unis et en Russie.

Nombre, sur 10,000 habitants, des individus aux âges ci-dessous :

	0 à 5 ans.	5 à 20.	20 à 30.	30 à 40.	40 à 60.	60 à 100.
France. . .	929	2683	1634	1475	2264	1015
Pays-Bas . .	1127	3139	1744	1344	1877	770
Belgique . .	1164	2968	1662	1352	1960	895
Danemark .	1249	2974	1806	1299	1834	838
Suède . . .	1257	3007	1770	1353	1831	782
Irlande . .	1260	3649	1710	1166	1368	647
Gr.-Bretagne	1306	3228	1752	1308	1672	734
Norwège. .	1353	2995	1742	1356	1657	897
Etats-Unis .	1482	3702	1856	1237	1303	420
Prusse. . .	1510	3155	1725	1345	1663	602

Les grandes compagnies financières, les bureaux inamovibles qui forment en France le vrai gouvernement, qui ont résisté à tous les changements qui se sont opérés dans sa forme ou à sa surface depuis le commencement du siècle, sont dirigés par des vieillards ; on n'y acquiert les les grades que par rang d'âge ou droit de naissance, et les capacités y sont presque toujours exclues, quand elles veu-

Digitized by Google

lent devancer cette vieille hiérarchie. A la banque de France, par exemple, le conseil d'escompte est beaucoup trop âgé, et le conseil de régence devrait avoir, dans son sein, une majorité de commerçants, qui peuvent être aussi bien créanciers que débiteurs, et sentir les effets des différentes mesures qu'on y adopte.

La circonspection timide, l'esprit minutieux particulier à notre race, s'exagère encore avec l'âge. On n'ose plus rien entreprendre qui n'offre un suprême degré de sûreté par le raisonnement, et on finit par tout arrêter.

Cela a produit un brusque choc qui a suspendu les entreprises nécessaires pour procurer les moyens d'existence à une population croissante et répandu une affreuse misère dans les principaux Etats d'Europe ; la guerre sera peut-être le remède qu'on y appliquera, faute d'autre plus sage, ou plus intelligent.

C'est en France qu'il se fait le plus de mariages entre vieillards et jeunes gens des deux sexes, ce qui est attribué à l'usage de doter les filles, à un grand attachement au luxe, au désir immodéré des richesses promptement acquises, toutes choses qui nous font méconnaître les lois de la nature.

Les suicides ont progressé d'une manière alarmante ; on lit, à ce sujet, dans l'*Economiste Français* du 18 novembre 1876 :

Le compte général de l'administration de la justice criminelle, pendant l'année 1874, récemment présenté au président de la République par le garde des sceaux, constate que le chiffre des suicides porte à la connaissance du ministère, publié du 1er janvier 1874 au 1er janvier 1875, est le plus élevé que la statistique ait jamais enregistré. C'est un aveu douloureux, mais on ne peut pas dire que ce soit une révélation imprevue. Les drames de la vie intime n'échappent guère de nos jours aux indiscrétions de la presse, et la multiplication des morts volontaires, depuis quelques années, était chose notoire. Les documents officiels n'en sont que plus intéressants à consulter à cet

Digitized by Google

égard. Il y a là, on ne saurait se le dissimuler, un symptôme infiniment alarmant au point de vue de l'état moral de la France contemporaine. Parmi les causes de dépopulation qui menacent notre pays, il en est de plus actives que le suicide, il n'en est pas de plus tristes. Et, puisque cette plaie sanglante va grandissant de jour en jour, le moins qu'on puisse faire et d'en mesurer avec soin les progrès; c'est ce que nous allons tenter aujourd'hui.

Voici, depuis un demi siècle, le nombre annuel à chaque décade des suicides (consigné dans les archives du ministère de la justice). Voici, en même temps, pour chaque date, le rapport existant entre ces nombres et le chiffre total de la population :

En 1827	1542	suicides soit	4,8	sur 100,000 habitants.
1830	1756		5,4	»
1840	2752		8,1	»
1850	3593		10,»	»
1860	4050		11,1	»
1870	5000		13,»	»
1874	5617		15,4	»

Les désastres imprévus de la dernière guerre auraient dû nous ouvrir les yeux sur les vices de notre état social, et nous faire rechercher les causes du peu de progrès de notre population, relativement aux autres pays, afin de corriger les obstacles qui s'opposent à son développement. Malheureusement, il n'en a pas été ainsi ; toutes les mesures qui ont été adoptées sont répressives et agrandiront le gouffre qui nous fait perdre notre rang comme nation.

Après la guerre, les élections ont amené au pouvoir des gens beaucoup plus vieux que sous la première république; la classe des rentiers, des fonctionnaires, des avocats, des médecins, y dominait; le commerce et l'industrie y étaient à peine représentés. A Moscou, les élections récentes au conseil municipal ont fourni 143 négociants et bour-

Digitized by Google

geois, contre 23 propriétaires et fonctionnaires, 4 prêtres, 2 avocats, 8 artisans, sur 180. En Russie comme en France, en 1791, des hommes jeunes et éclairés réforment les abus, ouvrent les carrières à une population croissante ; en France, des vieillards renforcent les privilèges du capital et du repos, en mettant toute espèce d'entraves à la circulation, dans ses formes les plus variées, depuis le télégraphe, la poste, jusqu'aux droits de port, de tonnage et de navigation.

Le progrès étonnant de l'Europe depuis un demi-siècle, progrès sans précédent historique, est dû au grand développement de la production agricole et industrielle, que les chemins de fer, la vapeur, ont facilité ; à la découverte et à l'exploitation des mines et aux grands travaux publics que la loi de germinal an XI (1803) a permis d'exécuter, en réglant la monnaie d'une manière scientifique et substituant à l'anarchie, qui avait toujours prévalu sur cette grave question, une base savante, qui a limité assez étroitement les écarts de valeur, et rendu possibles les contrats à long terme, reunissant en quelque sorte les capitaux (sur l'espace et le temps pour les grands travaux), comme le percement des isthmes, la création des chemins de fer, des ports, des canaux, travaux qu'il eut été presque impossible d'exécuter lorsque la monnaie avait une valeur trop variable et incertaine.

Nous sommes menacés de voir, avant la fin de notre siècle, un arrêt brusque de toutes ces entreprises, et, l'accroissement de population éprouvant par suite une répression imprévue, la necessité peut amener la guerre ou d'autres fléaux.

Les Etats-Unis ont les premiers inauguré un obstacle considérable par l'aggravation des droits de douane et des taxes indirectes; mais c'est surtout la France, depuis 1873, qui a établi le système d'impôts le plus pernicieux, pour le commerce et l'industrie, qui ait jamais existé. L'exagération des droits sur la circulation amènera une paralysie complète.

Digitized by Google

« Quand les sauvages de la Louisiane veulent du fruit, ils coupent l'arbre au pied et cueillent le fruit.»

(MONTESQUIEU).

CHAPITRE II.

Le plus grand mal a son origine dans l'empressement qu'on a mis à vouloir éteindre les emprunts que le gouvernement et la ville de Paris avaient été forcés de faire à la Banque de France, pendant et à la suite de la guerre, et qui s'étaient accomplis à l'aide d'une plus grande circulation de papier monnaie. A la fin de 1873, il y avait 3.100 millions de billets émis, et 720 millions en espèces dans les caves de la Banque, ce qui fait une circulation fiduciaire de 2,400 millions, non représentee par des métaux, ou le produit de toutes les mines d'or et d'argent du monde pendant plus de trois années.

On a précipité les remboursements et retiré des mains du public, en moins d'une année, plus de 1,400 millions, pour lesquels il a fallu mettre à contribution la circulation monétaire du monde entier.

Ces retraits, trop brusques et inopportuns, coïncidant avec un changement monétaire en Allemagne, au Japon, aux Etats scandinaves, qui paralyse une masse d'argent dans les transactions financières, amènent un trouble profond dans les contrats de crédit et une foule de désastres.

Les différentes nations commerçantes du monde ont, pour mesure des valeurs et des produits, de la monnaie d'or, comme l'Angleterre, le Portugal, la Turquie, le Brésil et l'Australie; d'autres de la monnaie d'argent comme l'Allemagne, les Etats Scandinaves, la Hollande, le Mexique, l'Amérique centrale, l'Inde, la Chine et le reste du continent asiatique, le Chili et les autres Etats du Sud de l'Amérique.

Digitized by Google

Le bi-métallisme, à la proportion de 15 1/2 à 1 pour l'or et l'argent, existe en France, en Belgique, en Suisse, en Grèce, et nominalement en Italie et en Autriche, car ces deux derniers pays, comme la Russie et les Etats-Unis, sont au régime du papier-monnaie à cours forcé.

Toutes les nations ont des rapports monétaires considérables avec le marché de Londres, où se concentrent les paiements commerciaux de tout l'univers. La livre sterling, monnaie d'or, sert de mesure à ces échanges et est le point de mire, comme stabilité, de toutes les autres nations qui cherchent à conserver une relation constante par le moyen des changes avec ce thermomètre commercial.

L'adoption de l'or, comme étalon ou mesure unique de tous les contrats en Angleterre, date de 1816, et n'a pas été le résultat d'une discussion longue et savante comme le bi-métallisme français. Lord Liverpool a choisi l'or pour remplacer l'argent, qui était alors monnaie légale, parce qu'elle était en mauvais etat et qu'il avait sous la main une masse suffisante d'or pour remplir ce service.

Mais la stabilité relative de valeur de l'or a pour origine la loi française, qui a établi un rapport fixe de 15,50 à 1, entre l'or et l'argent, sur lequel sont venus s'amortir les grandes fluctuations de l'un ou l'autre des deux métaux.

La loi de germinal an XI permet à tout débiteur de se libérer avec l'un ou l'autre des deux métaux, dans la proportion établie de 15 1/2 à 1 ; en voici le dispositif :

«Cinq grammes d'argent fin au titre de 9/10 de fin, constituent l'unité monétaire qui conserve le nom de franc.»

Article 1. — Les pièces de monnaie d'argent seront de un quart de franc, de un et de deux francs et de cinq francs.

Article 2. — Leur titre est fixé à neuf dixièmes de fin et un dixième d'alliage.

Digitized by Google

Article 3. — Le poids de la pièce de un quart de franc sera de 1 gramme 25, celui de la pièce de un demi franc de 2 gr. 5, celui de la pièce de un franc de 5 grammes, celui de la pièce de cinq francs de 25 grammes.

Artirle 6. — Il sera fabriqué des pièces d'or de vingt et de quarante francs.

Article 7. — Leur titre est fixé à neuf dixièmes de fin et un dixième d'alliage.

Article 8. — Les pièces de vingt francs seront à la taille de 155 pièces au kilogramme, et les pièces de quarante francs à celle de 77 1/2.

Les offres réelles, faites avec des monnaies dans les conditions ci-dessus, sont valables pour libérer une dette.

Tout particulier, possesseur de lingots d'or ou d'argent, ou de monnaies ou objets quelconques, composés de l'un ou l'autre de ces deux métaux précieux, a toujours pu les faire convertir en monnaie conformément à la loi, et payer ensuite.

Cette loi, qui a été adoptée après de longs débats, n'a donné ce choix au débiteur qu'en vertu de la disposition du Code qui, dans une prévision sage et humaine dans le doute, ordonne d'interprêter les engagements en faveur de l'obligé.

Elle a conservé à la monnaie, depuis son origine, une stabilité inconnue jusqu'ici. Le système bi-métallique, avec la grande quantité de numéraire en France, a agi comme un double réservoir qui laissait s'écouler le métal le plus demandé, en ouvrant en même temps un débouché proportionnel au moins recherché, et atténuait ainsi les grandes variations de valeur dues aux crises commerciales et industrielles, à la diminution de production des mines d'un côté, ou aux excès d'émission et aux découvertes de mines de l'autre.

La quantité de monnaie qui existe en France est estimée à plus de six milliards. L'Angleterre est le pays qui en possède le plus après la France. D'après M. Stanley

Digitized by Google

Jevons, elle aurait	100	millions de livres sterling en or.
	15	millions en lingots à la Banque.
	15	millions en métal argent.
	1 1/8	millions en monnaie de bronze.
	131 1/8	millions de livres sterling ou

3,278,125,000 francs, pour une population de 33,450,000 habitants, ce qui ne fait guère plus de moitié pour chacnn de ce qui est nécessaire en France.

La circulation des billets de banque n'excède pas un milliard pour le Royaume-Uni, ce qui est moins de moitié, par habitant, de celle de la France. La consommation intérieure et le commerce sont plus considérables en Angleterre qu'en France, mais le mécanisme financier y est plus perfectionné; l'usage du chèque et les échanges du *Clearing-house* diminuent beaucoup l'emploi de la monnaie.

La Chambre de compensation, créée à Paris depuis 5 ans, ne fait presque pas de progrès, quoi qu'elle atteigne à peine au cinquantième du chiffre d'opérations de celle de Londres, tant nous résistons à toutes les innovations, même les plus fructueuses. L'esprit de caste ou de coterie en est autant la cause que la routine.

Les autres pays d'Europe n'ont qu'une faible quantité de monnaie. La Russie, avec 90 millions d'habitants, est au régime du cours forcé. Une circulation de 556 millions de roubles, de billets, environ 20 francs par tête, suffit pour les déprécier d'un quart de leur valeur nominale. Le papier à cours forcé est aussi déprécié en Autriche et en Italie, avec une circulation qui n'atteint pas 50 francs par habitant.

Aux Etats-Unis, les *green-backs* perdent avec 75 francs environ par tête, et la France a pu émettre 3,100 millions de billets à cours forcé, environ 85 francs par habitant, sans qu'ils subissent la moindre dépréciation : on se ferait même gloire de les voir faire prime contre leur équivalent métallique.

Digitized by Google

La découverte et l'exploitation des nouvelles mines d'or et d'argent, la circulation des billets de banque, des chèques et autres agents fiduciaires qui suppléent à la monnaie, ont suivi un progrès plus rapide que celui de la population, ou même du commerce, et ont, en même temps, facilité les paiements et assuré une rémunération à beaucoup d'entreprises industrielles, tout en amenant une diminution lente dans la valeur des deux métaux précieux, comparée à celle des autres marchandises.

Autrefois, les changements fréquents du poids ou du titre de la monnaie, qui n'avait d'ailleurs pas de base fixe et bien établie, rendaient presque impossible tout contrat à longue échéance, qui exige une mesure stable.

Le blé a souvent été employé dans les baux emphythéotiques, comme ayant une valeur moyenne beaucoup moins variable que la monnaie.

Le blé a cependant une valeur trop incertaine pour mesurer les transactions quotidiennes ; outre les variations de prix qui résultent des récoltes et des circonstances politiques, il a subi une baisse sensible due aux progrès et au développement de l'agriculture.

Solon et Démétruis de Phalère estimaient un médime de blé (52 litres), ou un mouton, à un drachme, un bœuf à 5 drachmes. Le drachme valait un franc argent de notre monnaie actuelle, ce qui fait que l'argent avait dix fois plus de valeur qu'aujourd'hui, mesuré avec du blé, quarante fois avec un mouton, et environ cinquante ou soixante fois en le mesurant avec un petit bœuf de l'Attique.

A une époque plus récente, sous Louis XIV, le blé mesuré avec de l'argent était aux trois quarts de ce qu'il est aujourd'hui ; on en avait un hectolitre pour environ 75 grammes d'argent fin.

Une lettre de Mme de Sévigné nous montre combien les autres frais d'un ménage étaient moins élevés :

« Vous êtes douze personnes, monsieur et madame, trois

Digitized by Google

femmes, quatre laquais, deux cochers, un valet de chambre ; il vous faudra :

15 livres de viande à 5 sols . .	3,75
Deux pièces de roti. . . .	2,50
Le pain	1,50
Le vin.	2 »
Le bois.	2 »
Le fruit	1,50
La bougie	0,50
La chandelle	0.40
Total.	14,15

Posez 500 livres par mois pour les dépenses de bouche, par année 6,000
Le loyer. 1,000
Gages et habits des gens 1,000
Pour vos habits 1,000
Pour les habits et magnificences de Monsieur 3,000
en tout douze mille livres par an. »

Cette lettre montre que le blé a diminué depuis lors de plus de moitié, relativement aux autres services humains; mais la monnaie, qui sert de mesure dans toutes les circonstances de la vie, a eu des écarts de valeur mille fois plus considérables depuis le commencement de notre autonomie nationale.

Sous Charlemagne, la livre, unité de compte, pesait 368 grammes d'argent fin, et le franc actuel qui lui a succédé n'en contient plus que 4 grammes et demie, 82 fois moins. La livre se divisait en vingt sols et le sol en douze deniers Un hectolitre de blé se vendait pour 8 deniers, les 2/3 d'un sol, 12 1/2 grammes d'argent fin, ce qui est dix fois moins qu'aujourd'hui, mesuré en argent fin, et 820 fois moins mesuré en monnaie effective ; si le blé, par suite des progrès agricoles, a baissé des 2/3, le franc actuel ne représente guère que la 2,500e partie de ce qu'il valait sous Charlemagne.

Digitized by Google

Un homme possédant 100 livres alors était aussi riche que celui qui en aurait actuellement 250,000.

Une dette encourue au huitième siècle, se libèrerait aujourd'hui avec la 2,500e partie.

Les altérations de monnaie fûrent fréquentes dans le Moyen-Age. Philippe-le-Bel fut excommunié pour l'avoir changée 22 fois, et avoir mis la France, par suite, dans la plus profonde misère.

La France a l'honneur d'avoir précédé les autres nations dans la saine appréciation des graves et importants problèmes qui se rattachent à la monnaie. Nicole Oresme, évêque de Lisieux, conseiller de Charles V, dit le sage, qui sût remettre la France épuisée dans un bon état d'hommes et de finance, avait, dès la fin du XIVe siècle, posé avec une précision merveilleuse les vrais principes touchant la monnaie.

Oresme condamne, d'une manière absolue, tout bénéfice provenant du changement des monnaies ; quelquefois, pour éviter un plus grand mal et le scandale, on tolère, dans l'Etat, des établissements contraires à l'honneur et à la vertu.

«Parfois aussi, la nécessité ou l'utilité fait permettre une simple manipulation comme le change, ou même une convention mauvaise comme l'*usure* ; mais, en ce qui concerne l'altération des monnaies, il n'existe aucun motif au monde qui oblige ou permette de la tolérer ; des attentats de cette nature semblent avoir précipité la chute de l'empire romain.

« Le cours et le prix des monnaies doivent être au royaume comme une ferme ordonnance ou une loy, qui nullement ne se doit muer ni changer ; la mutation des monnaies est d'autant plus dangereuse qu'elle n'est pas sitôt sentie ni aperçue du peuple, comme le serait une autre cueillette, et toutefois nulle, telle ou semblable, ne peut être plus grième ni plus grande.

« Encore en la terre ou telles mutations se font, le fait

Digitized by Google

de marchandises est si trouble que les marchands et mécaniques ne savent comment communiquer ensemble, et ainsi par telles mutations le monde est troublé. »

« Comment un prince aurait-il assez de honte à subir s'il commettait un acte qu'il devrait frapper chez autrui de la peine capitale. Oresme fait remarquer, avec raison, que le peuple ne se rend pas compte de cette exaction fiscale amenée par l'altération des monnaies aussi vîte que de la charge de l'impôt; mais il en est ainsi de beaucoup de maladies chroniques, qui sont d'autant plus périlleuses qu'on met plus de temps à s'en apercevoir. Ce trouble monétaire amène les plus violentes perturbations du commerce aussi longtemps qu'il dure; on ne saurait estimer, d'une manière exacte, ni les revenus, ni les traitements, ni les loyers, ni les intérêts; on ne saurait non plus prêter de l'argent avec sécurité. *Beaucoup d'hommes, souvent des moins honnêtes, s'enrichissent en spéculant sur la variation des espèces; beaucoup d'autres et des meilleurs tombent dans la pauvreté, et ce double mouvement s'opère en sens inverse du droit et du cours légitime des relations naturelles.* »

Les idées de Nicole Oresme expirèrent en quelque sorte avec lui. Copernic, en s'emparant du même problème, eût un véritable mérite d'invention. Il travailla sur son propre fonds, non sur celui d'autrui.

Si nous connaissons aujourd'hui le véritable système du monde, c'est à lui que nous le devons; il alliait les connaissances les plus variées au génie le plus fin, à un bon sens admirable. Voici comme il s'exprime dans le préambule de son remarquable ouvrage sur la monnaie :

« Quelque innombrables que soient les fléaux qui d'ordinaire amènent la décadence des royaumes, des principautés et des républiques, les quatre suivants sont, à mon sens, les plus redoutables : la discorde, la mortalité, la stérilité de la terre et la détérioration de la monnaie.

» Pour les trois premiers, l'évidence fait que personne

Digitized by Google

n'en ignore; mais pour la quatrième, qui concerne la monnaie, excepté quelques hommes d'un grand sens, peu s'en occupent, pourquoi? parce que ce n'est pas d'un seul coup, mais petit à petit, par une action en quelque sorte latente qu'il ruine l'Etat. »

« L'or ou l'argent, marqués d'une empreinte, constituent la monnaie destinée à déterterminer le prix des choses qui s'achètent et se vendent, selon les lois établies par l'Etat ou le prince. La monnaie est donc, en quelque sorte, une mesure commune d'estimation des valeurs; cette mesure doit être fixe et conforme à la règle établie, autrement il y aurait, de toute nécessité, *désordre dans l'Etat*, acheteurs et vendeurs seront à tous moments trompés comme si l'aune, le boisseau ou le poids ne conservaient pas une quantité certaine; or, cette mesure réside, selon moi, dans l'estimation de la monnaie elle-même, bien que cette estimation ait pour base la bonté de la matière. Il faut cependant la discerner de la valeur. La monnaie, en effet, peut être estimée plus que la matière dont elle est faite et *vice-versâ*.»

Les altérations grossières du poids et du titre de la monnaie, pratiquées au Moyen-Âge, ne le sont plus de nos jours; mais les variations de valeur qui resultent des émissions ou retraits de billets de Banque, faisant office de monnaie, produisent le même effet, et d'une manière d'autant plus pernicieuse que le crédit est plus développé.

Depuis un demi-siècle, les nouvelles mines, les émissions de billets, ont imprimé un grand développement au commerce et à l'industrie. A partir de 1874, la réforme monétaire de quelques nations, le retrait prématuré de la circulation en France, et la limitation de la frappe des écus de cinq francs en argent, ont brusquement fait rétrograder le courant, raréfié les moyens d'acquitter les dettes, causé des faillites, abaissé le prix des choses et amené une panique qui suspend toutes les entreprises nouvelles.

Digitized by Google

Prix de différents produits, cours du marché de Paris :

	30 septembre 1873.	3 octobre 1874.	Baisse.
Blé	41,50	23	45 p. 100
Farine . . .	93,50	52	45 »
Huile colza . .	87,25	72	22 »
		4 avril 1875.	
Huile lin . . .	88,00	66,00	33 p. 100
Trois-Six . . .	75,50	45,25	45 »
Sucre. . . .	72,50	58,75	23 »

FONTES D'ÉCOSSE.

		3 février 1877.	
Gartshire . . .	113/6	63	45 p. 100
Coltnen . . .	115	66	»
Summerlies . .	112/6	62	»
Clyde. . . .	108	57	»

MÉTAUX.

		3 février 1875.	
Etain	320	201	37 p. 100
Cuivre . . .	235	200	17 »
Plomb . . .	60	51	19 »
Fer (1) . . .	30	17	45 »
Houille Lens . .	33	14,50	60 »

	30 septembre 1873.	29 mars 1876.	Baisse
Coton .	107,00	83,00	24 p. 100
Café . .	126,50	90,00	36 »
Cocon soie.	7,80	5,23	50 »

		Epinal, 31 décembre 1873.			17 février 1877.
Calicots 3/4	60 portées	16 fils	33	30	10 p. 100
		18	35	32	10 »
		20	37	34	10 »

(1) Les chemins de fer romains ont obtenu une adjudication de rails en acier à 22 fr. les 100 kilog. rendns à Livourne.

Digitized by Google

COTONS FABRIQUÉS A MULHOUSE.					Baisse.
Chaîne	27/29	haute qualité	3,20	2,90	10 p. 100
	36/38		3,30	3,00	10 »
	30/32		3,40	3,05	10 »

Ces diminutions de prix s'appliquent à presque toutes les marchandises et constituent une augmentation de puissance de la monnaie qui est plus sensible encore sur la vente des propriétés, surtout dans les pays où la population est clair semée.

Dans les états producteurs de céréales, aux Etats-Unis et en Russie, le prix de la terre a baissé de moitié.

Les domaines du docteur Stroussberg, une des victimes du changement de valeur des monnaies, qui étaient estimés 6 millions de florins, viennent d'être adjugés, après la troisième vacation, à 3,900,000 florins à la Banque hypothécaire de Vienne.

On devrait désirer que la valeur de la monnaie ne fût pas sujette à ces fluctuations. Les proportions dans lesquelles elle s'échange contre d'autres objets doivent être maintenues dans une moyenne aussi invariable que possible. Cette considération aurait moins d'importance si toutes choses se vendaient comptant comme cela se passait autrefois, avant l'organisation des banques et du crédit, et si la monnaie ne s'employait que pour mesurer les valeurs à un moment donné et comme moyen d'échange ; si, d'un autre côté, tous les prix se modifiaient dans la même proportion dès que la valeur de la monnaie varie, personne ne gagnerait ou ne perdrait, excepté sur la monnaie qu'on pourrait avoir en réserve. Mais, dans la pratique, la monnaie sert de régulateur pour les contrats à longue échéance, qui ont pris un grand developpement depuis que la loi de germinal an XI lui a donné plus de stabilité. L'usage et la loi maintiennent les paiements à un taux invariable, lors même que la somme à payer change considérablement de valeur.

On pourrait dire que le débiteur gagne ce que perd le

Digitized by Google

créancier, ou *vice-versâ*, de telle sorte qu'en somme la Société est aussi riche qu'avant, mais cela n'est pas vrai. Nicole Oresme, ainsi que Copernic, considèrent, au contraire, comme le pire des attentats, le plus grand des fléaux, ces variations de valeur, qui renversent les fortunes en sens contraire des relations naturelles et du droit.

Deux économistes anglais, M. Joseph Lowe, qui a publié un ouvrage en 1822 et M. Poulet Scrope en 1833, émettent l'idée qu'on pourrait constituer un étalon en prenant pour base le prix moyen d'une certaine masse de marchandises qui, lors même qu'on ne l'emploierait pas comme étalon légal, pourrait servir à constater et à corriger les variations de l'étalon légal, surtout lorsqu'on dispose d'une circulation de billets aussi considérable qu'en France, qu'aucune restriction ne limite en deçà de 3,200,000,000 et qu'on retire sans motif sérieux.

Sans doute, on verrait encore des affaissements périodiques du crédit; mais, comme les obligations des débiteurs diminueraient à peu près dans la même proportion que le prix moyen de l'ensemble des produits, l'intensité des crises serait affaiblie et on aurait beaucoup moins de désastres à déplorer.

Malheureusement ces considérations si graves sont ignorées ou écartées dans les décisions du monde financier. La banque de France, accablée d'un pléthore de monnaie stérile, au lieu d'y porter remède, en mettant le taux des escomptes au cours que le marché justifie, en encourageant les entreprises comme il était nécessaire de le faire, après l'augmentation considérable des charges qui ont suivi la guerre en 1870, a constamment maintenu l'intérêt à un prix plus élevé que ne justifiaient les circonstances et les cours des pays voisins.

Elle a retiré successivement les billets inférieurs à cent francs et entravé encore l'émission et la circulation de ces derniers, diminuant les moyens de libération, augmentant la valeur des monnaies et aggravant par suite une position déjà trop tendue.

Digitized by Google

Avec un capital de 182 millions, un encaisse de 2,200 millions, une circulation de 2,600 millions, ses prêts et escomptes atteignent à peine 450 millions dans un pays riche et de 37 millions d'habitants.

Les banques concordataires de la Suisse, qui se partagent l'émission des billets, qu'un seul établissement possède exclusivement, avec un capital de 93 millions, un encaisse de 40 millions et une circulation de 70 millions, avancent au commerce et à l'industrie plus de 400 millions dans un pays relativement pauvre et n'ayant que 2,800,000 habitants.

La centralisation, l'unité de direction, sont le malheur de la France. Comment un homme ou un conseil peuvent-ils comprendre les besoins si complexes d'une aussi vaste étendue?

La liberté absolue serait le régime le plus fécond et le plus sûr qui pût être appliqué aux banques de circulation et les émissions seraient bien moins sujettes à variation. Les dures leçons de l'expérience finiront sansdoute par l'imposer comme elles ont imposé à l'industrie les machines les plus complètes et les plus parfaites. Mais l'opinion en est encore éloignée et elle mettra sans doute bien longtemps à s'y habituer.

L'Ecosse est un pays où la circulation des billets varie fort peu. En 1867, elle avait 12 banques d'émission, ayant 642 succursales, disposant d'un capital de 9,355 mille livres sterling, d'une circulation de 4,867,000 livres et de 60 millions de dépôts. Prenant pour base la population de la France, voyons quelles seraient, en ce pays, les ressources du commerce de banque, si le système écossais y était établi :

La France aurait 152 banques de circulation, 8132 succursales disposant d'un capital de 2,962 millions, de 1,383 millions de billets émis, et de 19 milliards de dépôts, sur lesquels la concurrence fait allouer des intérêts souvent assez élevés, soit en tout une somme de 23 milliards à prêter au commerce, à l'industrie et à l'agriculture. La somme de billets ne serait guère plus de moitié de ce qu'elle est

Digitized by Google

aujourd'hui et serait cautionnée par un capital quinze fois plus considérable que celui de la Banque de France.

Remarquons l'activité que 8,000 directeurs de succursales, rompus aux affaires, déploieraient sur toute la surface du pays, tandis que les formalités rendent aujourd'hui l'accès de la banque impossible au plus grand nombre (1).

On peut lire dans le compte-rendu de la banque de France, en parlant de la diminution des escomptes :

«Cet état de choses, messieurs, s'est encore plus accentué en 1876, personne ne l'ignore, et quelles que soient la prudence et l'habileté des hommes, elles ne peuvent lutter contre la puissance des faits. Mais on ne saurait trop proclamer que ces faits sont passagers, temporaires, et il est rationel de croire, avec l'expérience, au retour d'une amélioration notable du commerce, de l'industrie et de toutes les forces productrices du pays.»

Il est à craindre que les prévisions de la Banque ne se réalisent pas comme elle l'espère. Elle a malheureusement une puissance qui dirige les événements plus qu'elle ne le pense et plus qu'il n'est à désirer.

La limitation de la frappe des écus de cinq francs est une véritable spoliation au profit des créanciers, contraire à l'intérêt de la nation, qui a la plus grande dette du monde. Elle est contraire à la loi de germinal an XI, contraire à l'équité et surtout contraire aux prescriptions sages et humaines du codé.

La chambre de commerce du Bengale a demandé récemment au gouvernement de l'Inde de suspendre la frappe des rupees d'argent, comme les nations de l'union

(1) La pensée qui a présidé au *chart act de 1844*, qui régit la banque d'Angleterre et la fondation de la banque d'Allemagne, a été de les empêcher de varier la quantité de monnaie, ou de billets en circulation, et toutes les banques de l'univers, avec un capital réuni vingt fois plus considérable que celui de la banque de France, sont limitées dans leurs émissions et retraits, de telle manière qu'elles ne pourraient pas, ensemble, retrancher une massse de deux milliards de la circulation aussi brusquement que la banque de France l'a pu faire.

Digitized by Google

latine, en présence de la dépréciation de ce métal ; mais le gouvernement de l'Inde, agissant avec plus de prudence que les nations latines, a répondu que l'argent n'avait pas baissé, mais que l'or avait augmenté par rapport aux autres marchandises, par suite des achats considérables de ce métal pour remplacer l'argent, en Allemagne, et surtout par la limitation de la frappe des écus d'argent, en France, en Belgique, en Suisse, en Italie et en Grèce.

La commission monétaire, qui vient d'être instituée aux Etats-Unis a émis le même avis.

Dans tous les pays commerciaux, dit le rapport de la *Silver commission aux Etats-Unis*, les mêmes phénomènes se sont partout et simultanément manifestés : on a vu tomber les prix des marchandises et ceux de la propriété foncière et diminuer le revenu public ; on a vu les ouvriers mal payés ou congédiés et les banqueroutes se multiplier. Comme ces faits se sont produits partout, ils doivent résulter de la même cause qui a opéré également partout, et aucune autre n'est assignable, si ce n'est la marche envahissante du procédé qui consiste à remplacer le double étalon d'or et d'argent par l'étalon unique d'or. La crise date de la loi du 12 février 1873 aux Etats Unis, et de la loi de juillet 1873 en Allemagne, laquelle a pratiquement sanctionné le décret impérial du 4 décembre 1871, qui établissait l'étalon unique d'or. La démonstration de la nature du mal semble complète. Ce que le monde a vu suivre immédiatement un concert tendant à la démonétisation de l'argent, c'a été précisement une baisse des prix, cette ruine des intérêts producteurs, cet accroissement de la puissance d'absorption du capital monnayé, qui ne pouvaient manquer d'accompagner une contraction subite des étalons de la valeur, d'autant que toutes les dettes, tant publiques que privées, soit en Europe, soit en Amérique, avaient été contractées, alors que les prix étaient régis par une mesure générale de ces mêmes valeurs qui consistaient en deux métaux figurant en proportions à peu près égales dans le stock financier.

Digitized by Google

Les agissements de la banque de France ont passé presque inaperçus dans le monde financier étranger, et ses victimes ne s'en doutent généralement pas.

La suspension de la frappe des écus d'argent, jointe aux autres mesures qui ont accablé la France d'impôts indirects et anti-économiques, pour hâter d'une manière intempestive le remboursement des emprunts que l'Etat de la ville de Paris avaient dû faire pendant la guerre, à la banque de France, sous prétexte de revenir à une circulation normale, ont fait affluer une masse d'or et d'argent en France, où ils sont tout-à-fait inutiles, et ont raréfié tous les moyens d'échange dans les pays plus pauvres, où ils étaient indispensables.

La France, riche, économe, peu entreprenante, est créancière des autres nations, dont la population augmente et qui sont dans la nécessité de créer des industries, de défricher des terres, pour maintenir leurs moyens de subsistance au niveau de l'accroissement du nombre d'habitants. Elles éprouvent, en ce moment, une répression très-dure, et un malaise dont nous n'avons pas d'idée.

La Russie, lés Etats-Unis, l'Italie, l'Espagne, l'Autriche, l'Egypte, le Pérou, les républiques de l'Amerique du sud, doivent payer à la France des arrérages en or pour des emprunts contractés en majeure partie à des taux usuraires et singulièrement augmentés par le changement de valeur de l'or ; les uns ont cessé de payer, comme l'Espagne, la Turquie, le Pérou ; d'autres ont suspendu partiellement, comme l'Egypte et quelques états de l'Amérique centrale et du sud ; ceux qui continuent à solder les arrérages de leur dette sont forcés de vendre une quantité de produits beaucoup plus considérable que celle qui correspondait à la valeur de l'or, au moment des emprunts ; cela amène des catastrophes incessantes, qui privent les populations de moyens d'existence et peuvent les conduire aux plus dures extrémités.

L'Economiste français a publié une lettre datée de Jassy, du 10 mai dernier, qui confirme cet état de choses :

Digitized by Google

» La crise longue et douloureuse qui afflige notre monde commercial et financier, depuis plus de huit mois déjà, n'est point encore terminée, loin de là ; les circonstances et les embrouilles inextricables et renaissants de la politique locale ne contribuent pas peu à la perpétuer avec un surcroit d'intensité. L'exportation des céréales, si étroitement liée au bien être général et à la fortune publique de notre pays est tout-à-fait nulle ; ajoutez à cela le manque complet de tout autre instrument international d'échange que l'or turc ou les ducats autrichiens troués, rongés et passés à l'eau forte : encore ce dernier agent de circulation commence-t-il à devenir asez rare pour prétendre à un agio insolitement élevé à près de 15 à 20 centimes la pièce.

» Le napoléon d'or a disparu depuis longtemps de la circulation et nous ne voyons aujourd'hui sur le marché que l'argent blanc roumain. La Roumanie ne possède, à l'heure qu'il est, que de l'argent blanc et de la monnaie de billion qui n'ont cours que dans le pays même et cela encore avec une perte de 1 à 1 1/2 o/o dans les transactions financières.

» La situation est donc tendue au possible, les affaires en elles-mêmes, bien entendu, sont dans le marasme, sous l'influence de cette crise des plus aiguës, et, sans prétendre au don de prophétie, on peut assurer que si cet état de choses dure encore un certain temps, nous n'aurons que des catastrophes et des désastres à signaler, car les faillites deviennent de jour en jour plus nombreuses.

» La politique locale semble prendre à tâche d'aggraver le mal. Ce sont des chûtes incessantes de ministère sur ministère, sans que rien de définitif et de stable s'annonce comme étape dans ce désarroi financier et commercial. »

(Kessley Kesler).

Une seconde lettre du même auteur fait suite à la première :

Jassy, le 23 décembre 1876.

« Je viens d'apprendre que plusieurs députés, dans une

Digitized by Google

réunion préparatoire qui a eu lieu à Bukarest, ont proposé un *moratorium*, afin de différer les paiements dans toute l'étendue de la Roumanie et d'ajourner toute poursuite judiciaire jusqu'à la solution définitive de la question d'Orient.

» La proclamation d'un tel *moratorium* serait une mesure extrême que le gouvernement roumain ne pourrait justifier à l'heure actuelle.

» La Roumanie n'a pas été mise en demeure jusqu'aujourd'hui de prendre, dans la question d'Orient, une autre attitude que celle que lui ont conseillé des intérêts politiques et économiques. Une telle mesure, qui ne se justifierait par aucune nouvelle complication politique, aurait les conséquences les plus funestes et porterait le coup de grâce aux finances du pays.

» Je compte du reste sur la sagacité et le bon sens de la plupart de nos deputés et sénateurs pour repousser énergiquement les propositions de *moratorium* dans le cas où elles se produiraient devant les corps de l'Etat, qui ont seuls qualité pour en apprécier la valeur et les conséquences.

» La situation est déjà assez tendue par la crise financière qui sévit sur la Roumanie depuis le commencement des complications politiques en Orient : la proclamation d'un *moratorium* ne pourrait que l'aggraver.

» M. Pierre Magrogeni, bien que son habileté financière ait fait de lui un ministre exceptionnellement capable en Roumanie, mérite néanmoins, avec ses collègues, le reproche de n'avoir pas su ou voulu profiter de la prospérité du crédit pour nous garantir contre les crises par la création d'une grande banque nationale roumaine, qui rendrait aujourd'hui des services immenses au public, à l'agriculture, aux administrations publiques et au gouvernement lui-même.

» Que le gouvernement roumain n'oublie pas qu'en tout pays le commerce forme la base de la prospérité nationale, et qu'il est du devoir sacré du gouvernement de s'occuper sérieusement, et avant tout, des mesures à prendre pour

Digitized by Google

faciliter, sauvegarder et protéger le commerce. Il est regrettable que le gouvernement, dans ses préoccupations d'économie, ait cru devoir opérer récemment une réduction du personnel de la poste, du télégraphe et de la douane même. Il est évident que l'insuffisance du personnel ne facilite pas la promptitude des rapports. Les trois administrations sont intimement liées avec les intérêts du monde commercial du pays. L'économie ici est donc un fort mauvais cacul, elle va à l'encontre du résultat que le ministère s'est proposé. Je ne veux pas énumérer encore toutes les nouvelles instructions tracassières que l'on introduit pour ainsi dire journellement, pour rendre plus difficiles les opérations et formalités de douanes. »

Depuis le *moratorium* a été voté pour une année.

La Russie, la Turquie et les pays voisins se trouvent dépourvus de la quantité d'or qui leur est nécessaire ; les échanges et l'écoulement des produits y deviennent impossibles, faute de numéraire ; on peut leur appliquer, en ce moment, ces deux vers que Crébillon met dans la bouche de Rhadamante :

» La nature marâtre en ces affreux climats
» Ne produit au lieu d'or que du fer, des soldats. »

La prospérité relative de la France, au milieu de ce malaise général, est plus apparente que réelle ; elle regorge d'or qui y aboutit des cinq parties du monde et elle semble posséder le don que Bacchus avait accordé aux instances de Midas, de convertir en or tout ce qu'il touchait, même son manger, de manière qu'il dût solliciter ensuite ce dieu de lui ôter un présent si funeste.

La stagnation absolue des entreprises nouvelles, déjà paralysées par les droits multiples mis sur la circulation, et devenues ruineuses par suite du changement de valeur de

Digitized by Google

la monnaie, amortit les sinistres ; mais, si les autres nations sont aux prises de la fièvre, la France tombe dans une maladie de langueur qui agit avec plus de lenteur, et dont il est bien plus difficile de revenir.

La somme des émissions de valeurs mobilières de 1873 à 1875 est un thermomètre de l'indensité de la crise, qui sévit dans les differents états en proportion des entreprises qu'on y a commencées.

Emission de valeurs mobilières dans les principaux états d'Europe et aux Etats-Unis, par millions suivant le *Moniteur industriel :*

	1873	1874	1875	Total
Allemagne	1215	294	433	1942
Autriche-Hongrie	599	263	152	1014
Etats-Unis	4776	992	221	5889
Belgique	362	198	30	590
Espagne	27	»	»	27
France	84	228	81	393
Grande-Bretagne	1470	969	333	2772
Italie	180	59	135	374
Pays-Bas	93	112	44	249
Suède	2	24	20	46
Russie	595	273	92	960
Suisse	89	315	78	482
Turquie	710	435	28	1173

Les Etats-Unis, l'Allemagne, l'Autriche, l'Angleterre, la Belgique, la Suisse et la Turquie sont les pays les plus éprouvés par la crise, qui semble passer inaperçue en France, en Suède et en Italie.

La moyenne des valeurs mobilières a baissé en Allemagne de 47 1/2 pour cent depuis 1872, d'après M. Engel.

Dans l'état d'Illinois, il y a 25 compagnies de chemin de fer sous séquestre pour une longueur de 3,000 miles sur 7,106 miles ; la vente des terrains y est nulle aux deux tiers du prix nominal d'avant 1873.

Digitized by Google

Dans l'ensemble des Etats-Unis, il y a eu en 1876, 86 compagnies de chemin de fer déclarées en faillite ou en déchéance, représentant une longueur de 14,179 miles, soit au moins tout le réseau français, et pour une somme de 902,509,000 dollars, environ 4 milliards 500 millions.

Ceci ne comprend que les faillites de 1876, non celles anterieures et postérieures.

L'Allemagne a construit 10,000 kilomètres de chemin de fer depuis 1871, les Etats-Unis 28,000 et la France 3,000 environ.

Le nombre de lettres par habitant, suivant la statistique postale, met la France, où les tarifs sont les plus chers, au neuvième rang des nations d'Europe, alors qu'elle était au troisième rang en 1860.

L'Allemagne a triplé depuis lors, et la France a à peine augmenté de 40 p. o/o et nous sommes en voie de déclivité.

Nombre de lettres par état et par habitant en 1860 et 1875 :

	1860		1875	
Angleterre	560 millions	20 p. h.	1110	34 1/2
France	263	7	366	10 2
Allemagne	193	5	643	15 3
Suisse	29	9	73	27
Autriche	105	3	285	10 6
Belgique	24	5	68	13
Luxembourg				14 02
Damemarck				11 07
Pays-Bas				14 60

Pour la télégraphie, la France est au dixième rang relativement au nombre de dépêches par habitant.

Suisse	1 084
Angleterre	0 666
Hollande	0 634

Digitized by Google

Belgique	0	559
Wurtemberg	0	482
Danemarck	0	511
Norwège	0	435
Bavière	0	356
Allemagne	0	312
Suède	0	286
France	0	287

Pour les chemins de fer la France était au troisième rang en 1860, pour le nombre de kilomètres par habitant, à la fin de 1875, au sixième des nations d'Europe.

Suède	3640	kilomètres un p^r	1200	hab.
Grande-Bretagne	26748		1250	
Allemagne	26956		1550	
Suisse	2017		1400	
Belgique	3370		1600	
France	19862		1850	

La diminution relative de la population et plus encore la diminution des lettres, du télégraphe, relativement à ce nombre réduit d'habitants, indique assez que la France souffre.

La masse de monnaie qu'elle possède, l'encaisse considérable de la banque de France, miroitent comme un lustre aux mille bougies, et font négliger dans la pénombre la misère qui étouffe les enfants à lenr naissance ou les empêche de naître.

Le taux réduit de l'intérêt n'est point un signe de richesse ou de prospérité, mais bien plutôt celui d'un alanguissement dangereux, qui révèle assez le bénéfice minime des escomptes de la banque de France, malgré le maintien d'un taux bien supérieur au cours du marché, maintien qui serait impossible sans un monopole aussi considérable (1).

L'atonie générale des affaires, qui se répercutera bientôt sur les recettes des chemins de fer et du budget, indiquera

(1) La banque a réduit depuis — mais il est à craindre que cette mesure n'arrive trop tard.

Digitized by Google

que la France a suivi une mauvaise voie, en mettant toutes les charges du budget sur le commerce et l'industrie, et surtout en modifiant la valeur de la monnaie, en enfreignant la loi de Germinal an XI.

Lycurgue et Numa ont passé pour des hommes habiles et sachant bien gouverner ; ils ont agi d'une manière diamétralement opposée ; le premier tendit à Sparte, molle et relâchée, les ressorts du gouvernement ; le second adoucit la raideur des romains.

Décourager en France, par des taxes et des persécutions, le léger souffle de vie qui l'anime, c'est agir au rebours d'un médecin qui devrait lui donner des remèdes fortifiants, faciliter la circulation et lui rajeunir le sang.

Mais, il est à craindre qu'on ne poursuive la voie déjà tracée et que la France n'imite en tous points les errements de l'Espagne au XVIIe siècle et ne tombe en paralysie, si la guerre ne vient pas hâter ce dénouement.

Pour ramener la France à un état prospère et y faire succéder la vie à l'anémie qui la ronge, il faudrait maintenir le système monétaire qui a produit d'aussi heureux et si féconds résultats, diminuer les privilèges et les grands monopoles qui ruinent l'industrie et le commerce au lieu de les stimuler et de les encourager, supprimer une masse de taxes indirectes comme les droits de douane, sur les matières alimentaires, la houille, les métaux, les droits sur la circulation des canaux, des chemins de fer, droits de ports, de statistique, d'enregistrement, de timbre, de mutations, des octrois, et remplacer tous ces impôts plus ou moins vexatoires par un impôt direct proportionné à la fortune de chacun.

Si ces réformes ne s'introduisent pas dans notre legislation, les entreprises vont encore diminuer de plus en plus et l'alanguissement général s'étendra comme un voile funèbre sur tout le pays.

Il ne suffit pas d'inscrire en tête de nos lois et sur le fronton de nos monuments les mots de liberté et d'égalité, il faut les pratiquer.

FIN.

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Econ 8074.22
Etude du mouvement de la populatio
Widener Library 005375455
3 2044 082 158 106

Digitized by Google